



Michèle Petit, Chantal Balley, Raymonde Ladefroux et Isabelle Rossignol

De la bibliothèque au droit de cité Parcours de jeunes

Éditions de la Bibliothèque publique d'information

Chapitre 4. La bibliothèque, voie d'accès à la citoyenneté ?

Raymonde Ladefroux

DOI : 10.4000/books.bibpompidou.1919
Éditeur : Éditions de la Bibliothèque publique d'information
Lieu d'édition : Éditions de la Bibliothèque publique d'information
Année d'édition : 1997
Date de mise en ligne : 31 juillet 2018
Collection : Études et recherche
ISBN électronique : 9782842462192



<http://books.openedition.org>

Référence électronique

LADEFROUX, Raymonde. *Chapitre 4. La bibliothèque, voie d'accès à la citoyenneté ?* In : *De la bibliothèque au droit de cité : Parcours de jeunes* [en ligne]. Paris : Éditions de la Bibliothèque publique d'information, 1997 (généré le 02 février 2021). Disponible sur Internet : <<http://books.openedition.org/bibpompidou/1919>>. ISBN : 9782842462192. DOI : <https://doi.org/10.4000/books.bibpompidou.1919>.

Ce document a été généré automatiquement le 2 février 2021. Il est issu d'une numérisation par reconnaissance optique de caractères.

Chapitre 4. La bibliothèque, voie d'accès à la citoyenneté ?

Raymonde Ladefroux

« La politique est née du jour où les hommes et les femmes se sont croisés sur la place du marché et ont commencé à discuter des affaires de la Cité au lieu de continuer à discuter des affaires de la maisonnée. »

*Hannah Arendt*¹

- 1 Pourquoi consacrer un chapitre entier à la citoyenneté alors que la bibliothèque n'y apparaît que de façon incidente ? Précisément, peut-être, à cause de cet écart : les jeunes que nous avons rencontrés sont profondément « citoyens », au sens où, tout en essayant de prendre leur destin en main, ils sont très soucieux du bien public. Mais si la bibliothèque y a contribué, c'est avant tout de façon indirecte, par les formes d'utilisation que l'on a évoquées au fil des autres chapitres. En revanche, pour se documenter sur les sujets politiques, les sujets « de société » qui leur tiennent à cœur, ces jeunes recourent moins à la bibliothèque que dans les domaines analysés jusqu'ici.
- 2 C'est donc pour attirer l'attention sur ce point, et pour ne pas renvoyer l'exclusion, la relégation, au seul traitement « social », qu'il nous semblait important d'écouter, là encore, leurs paroles. Tandis que l'air du temps déplore la « crise de la citoyenneté » chez les jeunes, les décrit comme peu politisés ou individualistes, ceux que nous avons rencontrés sont fortement solidaires – et pas seulement de leurs proches –, et s'efforcent de relier ce qui est cassé². Mais peut-être ont-ils l'impression que l'on fait tout pour les « délier », d'où leur désenchantement...

Des jeunes intéressés par la politique

- 3 La plupart des entretiens ont été réalisés durant la période de la campagne électorale présidentielle et des élections municipales de 1995. C'est dire que les questions relatives à la citoyenneté étaient brûlantes.

- 4 Plusieurs de nos interlocuteurs manifestent clairement leur intérêt pour la politique. Ainsi, Malika dit très nettement *« la vie politique m'intéresse »*, surtout la vie internationale, mais au moment des élections, son attention est tout particulièrement attirée sur la vie politique française. Jérémie n'hésite pas à déclarer son intention de mener une carrière politique *« quand socialement je serai installé, oui, sûrement »*. Pilar manifeste également un intérêt affirmé pour la politique : *« J'aime beaucoup la politique. C'est peut-être un héritage de mon père »*, mais elle en donne une image idéalisée : *« Je trouve que c'est important non seulement de se mettre au service des gens, mais c'est aussi important de donner la parole aux gens. Et moi, je conçois plutôt la politique comme ça. »* Tandis que Zohra déclare avoir eu déjà des engagements : *« J'ai été engagée sur le plan politique. J'ai eu des responsabilités dans la ville. Tout ça a changé, mais j'ai mes convictions. »*
- 5 En fait, un soi-disant détachement ou des réactions de rejet concernant la politique masquent souvent chez les jeunes adultes que nous avons interviewés une véritable préoccupation en ce domaine. Les propos de Jacques-Alain en fournissent une bonne illustration : *« C'est faux de dire que les jeunes ne s'intéressent pas à la politique, ils s'y intéressent, et de très près. Il n'y a qu'à voir le simple fait qu'ils rejettent, et les partis, et les hommes politiques actuels, parce qu'ils ne sont pas jeunes, ils n'ont pas les mêmes problèmes, ils ne vivent pas les mêmes problèmes... D'après ce que je peux voir à la télévision, même les jeunes beurs, les gens qui n'ont pas la chance d'avoir accès aux études, sont quand même conscients que l'avenir se joue dans les sphères politiques. Même si on n'est pas d'accord avec ce qui se passe. »*
- 6 En effet, cette attention pour la chose publique ne concerne pas que les jeunes dont les parents sont nés en France et en âge de voter ; elle est au moins aussi présente, sinon davantage, chez ceux d'origine étrangère, tant ceux ayant déjà la nationalité française que ceux qui désirent l'acquérir, ou même chez des étrangers fortement attachés à leur nationalité d'origine. Ainsi, Nader, quand on lui demande s'il suit l'actualité et le mode de fonctionnement de la société française, répond-il de façon pragmatique : *« Forcément, puisqu'on vit dans cette société et on subit les événements qui se passent en France. »*
- 7 Car si tous sont conscients de l'enjeu que représentent les orientations politiques pour leur avenir, actuellement compromis par le chômage, pour les jeunes issus de l'immigration, la question essentielle est celle de leur intégration dans la société française : *« Disons que nous, c'est vrai, je pense qu'au niveau général, les Maghrébins, ceux qui sont naturalisés français, à l'approche des élections, ils ont peur qu'il y ait des lois qui favorisent moins l'intégration. En général, les gens ont peur de ça, qu'il y ait une "petite répression" entre guillemets, ou bien qu'on nous facilite pas la vie, qu'on nous marginalise »*, dit Farida. Et si le Front national fait souvent l'objet de commentaires sévères chez les jeunes dont les parents sont nés en France, sa montée en puissance lors des dernières élections suscite chez les jeunes d'origine étrangère une grande inquiétude. À Mulhouse par exemple, plusieurs garçons commentent les scores atteints par ce parti aux dernières élections dans leur quartier : *« Vous avez vu les résultats du vote pour la maternelle en ce qui concerne ce quartier ? Le plus, c'était le Front national... »* ; *« On comprend pas d'où viennent les votes »* ; *« On se demande. On sent pas d'où ça vient... »*
- 8 Cette crainte est encore plus aiguë chez les étrangers pour lesquels le droit de résidence sur le territoire français, parfois vital en raison des conditions politiques dans leur pays d'origine, est étroitement lié aux orientations de la politique nationale ; c'est ainsi que Mounir, Algérien en demande de naturalisation, après avoir exprimé son souhait d'un système démocratique pour l'Algérie, s'alarme des scores du Front national : *« Le*

problème, c'est que les seuls gens qui votent, ce sont des Français de souche dans leur majorité et ils votent Front national. Quand vous décortiquez les résultats, le taux pour Le Pen est autour de 60 %, c'est effarant. »

- 9 Les études suivies peuvent aussi conduire à s'intéresser à certains aspects de la politique, mais non des moindres, comme pour Philippe, titulaire d'un BEP de comptabilité, qui déclare : *« La politique, ça m'intéresse pas trop, mais c'est surtout l'organisation économique d'un pays. Comme je suis dans l'économie, ça, j'aime bien. »* De même, la formation de Malik, étudiant en droit, peut expliquer son attirance pour la chose publique ; et ses voyages à travers la France et à l'étranger (Angleterre, Danemark) ont contribué à son approche relativisée de la politique française.
- 10 L'histoire ouvre aussi parfois la voie à une curiosité pour les événements politiques actuels : *« C'est plutôt à l'école que je parle de politique, dit Mourad. En histoire, on parlait. Ça n'avait rien à voir avec le cours ; je faisais la Révolution française, mais je posais une question sur la politique d'aujourd'hui, et on lançait le cours entier. La gauche, la droite. »* Mais prise sous un angle politique, l'histoire peut aussi alimenter une révolte. C'est le cas pour Daoud qui justifie son rejet déclaré de « l'Occident » en général et de la France en particulier en invoquant la politique coloniale menée dans le passé et une certaine ingratitude à l'égard des peuples qui ont dû la subir : *« On les appelle des "immigrés". Ce sont eux qui ont construit l'Europe, ça veut dire c'est la richesse des pays d'Afrique qui venait... Ils les ont annexés ; ils ont exploité toute la richesse économique, soi-disant pour les civiliser... »*
- 11 Toutefois, l'enquête, menée sur différents sites de situation et de taille différente, pose une interrogation : les conditions de vie locales jouent-elles un rôle dans l'intensité de l'intérêt que la jeunesse porte au politique ? Il est indéniable que les jeunes habitants dans les périphéries des grandes villes, Bobigny, Bron, ou dans des quartiers de Mulhouse ou même d'Hérouville-Saint-Clair ont évoqué beaucoup plus longuement les problèmes d'actualité politique que ceux domiciliés dans des villes de taille plus modeste comme Auxerre ou surtout Nyons. Est-ce un hasard si, sur ce dernier site, nous avons enregistré deux nets refus d'inscription sur les listes électorales, venant de Français de souche ?

Face à la classe politique : méfiance et déception

- 12 Il se dégage des entretiens une défiance quasi générale des jeunes adultes interrogés à l'égard de la classe politique, sans trop de distinction entre les partis. En effet, bien que largement suivies par la plupart de nos interlocuteurs, les déclarations et professions de foi des hommes politiques, proférées au cours de la période électorale, ne les ont guère convaincus.
- 13 Plusieurs d'entre eux expriment leur totale défiance en mettant en cause la personnalité même des hommes politiques, qui, selon eux, n'auraient comme unique ressort que l'ambition et l'égoïsme : *« Ils parlent pour leur pomme, comme on dit, pas de ce qu'ils vont faire, eux, de ce que ça va rapporter pour les jeunes, pour le chômage », dit Yamina. Ou Zina : « Surtout, ils veulent donner une image pour l'élection, et puis après, ils retournent à leurs histoires. »*
- 14 D'autres accusent les hommes politiques de duplicité et de manque d'idéal, comme Florian : *« La politique, ça me barbe. Il y en a très peu qui soient dignes de confiance. J'espère pas, j'attends pas grand-chose des politiques, voilà »,* et de regretter de ne pas voir prendre en compte ce qu'il appelle « les bulletins de non-confiance ». Quant à Nathalie, elle

déplore : « *Il me semble qu'on ne ressent plus le devoir de participer à la vie, d'élire quelqu'un qui va nous représenter. Il n'y a plus d'idéal... [L'élection présidentielle] aurait pu être un événement important, et puis maintenant, c'est tellement peu crédible, on a l'impression qu'on se fiche de nous, quoi.* » Et Pilar estime que les hommes politiques « *ne sont vraiment pas convaincants* ».

- 15 Cette impression de tromperie volontaire à l'égard du citoyen est encore plus nettement définie quand Léa ou Mokrane parlent avec dégoût et regret « *des magouilles* » existant dans le système politique, de la « *loi de la jungle* », du « *chacun pour soi et Dieu pour tous* ». Dans le même état d'esprit, Omar s'en prend également aux structures du pouvoir politique, et notamment aux partis, qu'il accuse de manipulation des citoyens : « *Mais quelque part, il y a la main de l'État dedans. Il y a une petite manipulation, que ce soit de l'État ou d'un parti politique quelconque. Et puis moi, les partis politiques... je déteste. C'est des structures par rapport auxquelles je ne m'identifie pas du tout, quoi... Parce que c'est des gens qui en fait nous disent pas réellement ce qu'ils ont derrière la tête. Ils utilisent les gens. Moi je préfère militer dans une organisation de quartier.* »
- 16 Le sentiment d'un rapport de force inégal entre la classe politique et les citoyens de base contribue également à entretenir la défiance ; Mounira tire profit de sa lecture de Machiavel pour exprimer cette lutte impuissante entre pot de terre et pot de fer en politique : « *Comme il dit [Machiavel], il y a des rapports de force ; au départ, on ne se rend pas compte, on est bien minoritaire par rapport aux chefs d'État qui eux... qui utilisent bien les lois à leur gré.* » Désiré, lui, ne trouve que des solutions qui lui semblent désespérées : « *C'est difficile ; la seule chose qu'on peut faire, c'est aller dans la rue et manifester, mais on l'a déjà vu, les jeunes descendent et ils ne sont pas écoutés.* » Pour Nathalie : « *Il n'y a plus de possibilités* », et Nora semble lui faire écho : « *Les jeux sont faits, et puis voilà. On choisit et ce sera le même résultat de toute façon.* » Et la même de poursuivre : « *Par exemple, niveau chômage, je crois que ça ne peut pas être pire.* »
- 17 Le reproche le plus argumenté fait à la classe politique est son éloignement du vécu quotidien ainsi que son élitisme. Malik l'exprime clairement quand il dit que les événements d'actualité le touchent, en ajoutant : « *La mort de Bérégovoy m'a beaucoup touché à l'époque, parce que pour moi, c'est quelqu'un qui est venu du peuple, qui n'a pas fait l'ENA ou une grande école, qui était arrivé tout en haut. Et je crois que c'est le fait de ne pas avoir fait les grandes écoles qui était à l'origine de sa "chute", enfin, chute entre guillemets. Tant que les politiciens viendront d'en haut et pas des gens qui sont à la base, ça pourra pas vraiment marcher. C'est comme l'éducation, tant que les règles viendront des ministres et pas des enseignants, je ne vois pas tellement comment ça peut marcher.* »
- 18 Les politiques sont en effet généralement perçus comme incapables de proposer des solutions efficaces à des problèmes concrets, leur activité se limitant trop souvent, selon plusieurs de nos interlocuteurs, à proférer des discours, et, circonstance aggravante, des discours identiques. Cette impression est durement ressentie par de jeunes adultes, taraudés par les réalités du chômage et de l'exclusion : « *Quand je vois les élections qui arrivent et qu'il n'y a personne qui propose quelque chose, ça me fout les glandes* », dit Nicolas. Et Agiba de méditer ainsi sur le discours politique : « *La politique, ça m'intéresse, mais c'est un discours. Ce discours, on l'a entendu... enfin, j'ai 24 ans et j'ai l'impression de l'avoir entendu toute ma vie, mais c'est toujours la même chose. Personne n'a de solution et c'est de pire en pire. La vocation d'un homme politique, elle est noble, mais là, par contre, vraiment il y a personne qui l'a, ou alors, ils le cachent bien.* » L'impéritie des hommes

politiques s'étend aux institutions publiques : *« Les institutions, je ne sais pas... je ne vois pas ce qu'elles pourraient faire. »*

- 19 Dans la même ligne de pensée concernant l'usure des hommes politiques, Jacques-Alain explique leur incapacité à saisir les problèmes du temps par le fait qu'ils sont d'une autre génération, d'un temps où la conjoncture était bien différente : *« Le fait de connaître un peu l'histoire récente, de savoir de quelle génération sont certains hommes politiques actuels, ça permet de savoir que s'ils connaissent les problèmes, ils ne les vivent plus. Ils sont d'une autre génération, ils sont de la génération des Trente Glorieuses, pratiquement tous... »* Et Jacques-Alain de rire... avant de poursuivre, désabusé : *« Non, la politique, je la suis, mais de loin. J'en entends les échos. On ne peut pas ne pas la connaître, surtout à l'approche des élections présidentielles, des municipales, c'est inévitable. Même si je n'écoute pas 7/7, je sais ce qu'ils disent : ils disent la même chose, de quelque bord qu'ils soient. »*
- 20 Le matraquage des sondages et des justificatifs chiffrés qui caractérise notre époque alimente également la méfiance de ces jeunes à l'égard de la politique, car ils y voient une dissimulation de la vérité au moyen d'arguments « scientifiques » fallacieux. C'est ainsi que Florian, dont on a déjà mentionné qu'il préconisait les « bulletins de non confiance », les justifie par une critique des sondages, qui ne reflètent pas, à son avis, une vue exacte et précise de l'opinion : *« Que ce soit par rapport aux 43 % de Balladur, comme l'indiquaient les sondages, il faudrait que dans ces valeurs-là soient pris les bulletins de non confiance. Ça donnerait déjà une nouvelle vision de la France. Tant de personnes n'ont choisi personne, parce qu'elles n'avaient pas confiance ou alors qu'elles n'étaient pas intéressées. Savoir les motivations des gens. »*
- 21 L'ensemble de ces réflexions désenchantées montrent néanmoins que nos jeunes interlocuteurs, tout critiques qu'ils soient, le sont précisément à la mesure de l'intérêt qu'ils portent à la chose publique en France, y compris parmi ceux qui, n'étant pas de nationalité française, pourraient peut-être y attacher moins d'importance...

Critiques, mais électeurs

- 22 *« J'irai voter, même si je vote blanc... »* ont répondu la plupart des jeunes adultes auxquels nous avons posé la question de leur inscription sur les listes électorales et de leur participation aux différents scrutins.
- 23 *« Voter est un droit et un devoir »* : telle est la réponse souvent invoquée quand on leur a demandé leur motivation à cette participation. La notion du « devoir » est étroitement associée au fait que ce « droit au vote » est historiquement considéré comme chèrement acquis, que ce soit pour certains étrangers au passé obscurci par des souvenirs de dictature, ou pour les Français qui ne l'ont acquis que tardivement : ainsi, Pilar, d'origine espagnole, fait-elle référence au passé de ses parents pour expliquer son intention de voter : *« On va voter parce qu'on est des citoyens. On a gagné ça. Ça aussi, c'est important. Ces jeunes qui ne comprennent pas... Et quand je vois mes parents, pendant la répression de Franco, il faut voir ce qui s'est passé. »*
- 24 Pour ceux dont les parents sont nés en France, la démarche de voter est étroitement associée à l'histoire. Ainsi, Marie ne renonce pas à une conquête : *« Même si à la limite on va voter blanc. On ne l'a que depuis quarante-cinq, le droit de vote, alors on ne doit pas l'abandonner »* ; Laure précise pour sa part : *« Oui, j'ai l'intention de voter. C'est la moindre des choses et c'est un devoir. C'est tellement riche en histoire, le droit de vote ! »* Pour certains, ce devoir fait partie intégrante de leur éducation, c'est un véritable héritage : *« Ah oui,*

oui, ça, je tiens ça de mes parents, alors là, ils ont fait des centaines de kilomètres pour voter, par principe, et moi aussi, j'ai toujours voté. C'est important » (Jean-Michel).

- 25 Aller voter, c'est aussi pour beaucoup, quelle que soit leur origine, une responsabilité à l'égard de la communauté nationale ; Mokrane, français d'origine marocaine, en est hautement conscient : « [Participer aux élections], je pense que c'est un choix. Chaque personne est responsable. Il ne faut pas après se leurrer ou se plaindre : un tel est venu au pouvoir... on est responsable. » Et Khaled, de même origine, fustige en ces termes ceux qui négligent de s'inscrire sur les listes électorales : « Il y a beaucoup de jeunes qui s'abstiennent ou alors carrément qui ne s'inscrivent pas sur les listes électorales. C'est vrai que c'est obligatoire, mais ce n'est pas sanctionné. Le fait de ne pas s'inscrire, moi, personnellement, je dirais que c'est irresponsable. Parce qu'on vous donne, on a la possibilité de s'exprimer, de participer à la démocratie, participer à la prise de décision, etc. Même voter blanc, ça change, ça peut changer les résultats. »
- 26 La participation aux élections est pour un certain nombre de ces jeunes adultes une marque de respect pour la démocratie : c'est ce qu'exprime Mounir, algérien en attente de naturalisation, quand il affirme que s'il le pouvait, sans aucune illusion sur l'influence de sa démarche, il voterait « parce que je me rends compte que tout le monde peut critiquer le système de démocratie, mais ça reste le moyen, comme disait Churchill, le moins mauvais sans doute ».
- 27 Participer dans l'attente de voir leur vie un peu transformée par les résultats des élections, c'est l'espoir, plus ou moins exprimé, de ces jeunes à l'avenir souvent si bouché : « Moi, j'ai envie de voter pour quelqu'un avec qui je peux avoir des avantages », dit naïvement Désiré. Non moins naïvement, dans sa grande jeunesse, Mourad clame sa hâte d'avoir l'âge de voter, avec une vision très manichéenne et quasiment magique des résultats qui peuvent sortir d'une élection : « Par exemple, quand on est à gauche, si un de gauche passe, par exemple Jospin, il va tout faire pour qu'il y ait moins de chômage, pour que les métiers, ce que j'appelle les métiers bas... Il va essayer d'augmenter leur salaire, d'augmenter les heures de travail, de faire quelque chose de mieux pour les gens qui sont bas, quoi. Alors que si la droite elle passe, c'est plutôt les riches. Ils vont tout faire pour que ça les arrange. Si par exemple ils augmentent les prix de tout, ça arrange les riches. C'est pas que ça les arrange, mais ça leur fait rien. Mais nous, ça arrange pas... »
- 28 Mais par leur participation au vote, ces jeunes espèrent surtout parer à une situation qui serait pour eux pire que la situation présente. C'est ce sentiment qui anime Ahmed : « Bon, je vote à gauche, parce qu'à droite, c'est... La différence, elle se fait au niveau de l'immigration, sans plus. Ça ne va pas plus loin. Mais les options économiques, c'est kif kif Tout en sachant que je n'attends rien d'eux. C'est à celui qui fera le moins de mal. » De même, le suffrage de Jérémie est un vote d'évitement du pire : « Ah oui, je veux aller voter, j'irai voter... Là, quand j'entends autour de moi "je ne sais pas quoi voter, donc j'irai pas voter"... Le Front national, par exemple, c'est une chose qui me sort par les yeux. Le fait de ne pas voter, eh bien c'est inconsciemment approuver ça. »
- 29 Chez les jeunes issus de l'immigration, qu'ils aient acquis ou non la nationalité, le désir de participer, de s'exprimer est quasi général. Sans doute les étrangers qui désirent se fixer en France ressentent-ils une très grande frustration de ne pouvoir voter, car ils ont l'impression d'être obligés de subir, de n'avoir aucune prise sur leur vécu.
- 30 Voter et avoir une carte d'électeur, c'est, pour certains, face aux réactions d'hostilité dont ils sont trop souvent victimes, une preuve matérielle de leur appartenance à la communauté nationale, de leur juste droit d'être « ici » ; c'est la revanche de Malika

contre le racisme qu'elle subit : « Quand on nous dit : “Retournez chez vous”, on peut dire : “Regardez ! J’ai une carte d’électeur, quand même, hein”. » Ce n’est pas le cas de Farida, qui pourtant a dû faire la démarche de demander une naturalisation qui ne lui était pas acquise par « le droit du sol », qui se sent « touriste » au Maroc, qui dit avoir été « marquée par Molière, aimer Victor Hugo, Rimbaud, Verlaine, Prévert et Lamartine [qu’elle lit] en pensant en Française ». Malgré les objurgations de son frère qui la pousse à s’inscrire sur les listes électorales et à aller voter, elle ne parvient pas à franchir le pas, inhibée par la peur d’un regard malveillant : « Je sais que c’est un droit et aussi un devoir, parce que le fait d’avoir acquis la nationalité, donc j’ai ce droit-là que je n’avais pas avant, mais ça me fait bizarre, parce que j’ai peur d’être mal... Honnêtement je crois que j’ai peur de me retrouver avec des gens racistes et de me retrouver de la petite minorité, surtout si je me retrouve la seule étrangère. »

- 31 Toutes les attitudes de refus ou de contrainte dégoûtée face au vote que nous avons enregistrées viennent de jeunes dont les parents sont nés en France. Si beaucoup vont voter par sentiment d’accomplir un devoir et par désir de s’exprimer, le dégoût de certains face à la classe politique paraît bien près de les pousser à l’abstention : « Maintenant on se sent obligé de voter, on ne le ressent plus comme un devoir de citoyen », dit Nathalie, qui décrit sa démarche plutôt comme un automatisme que comme un acte raisonné : « Se sentir obligé de voter, c’est comme par exemple, vous allez vous garer dans un parking, vous allez être obligé de mettre un ticket pour ne pas avoir une amende. Eh bien là, c’est presque pareil, les gens se sentent obligés d’aller voter, parce que tout le monde fait ça, et puis il faut le faire et puis c’est tout. Il me semble qu’on ne ressent plus le devoir de participer à la vie, d’élire quelqu’un qui va nous représenter. » Quant à Sophie, pour les présidentielles qu’elle juge « merdiques » : « Oui je vais voter, mais c’est dégoûtant. » Et Nicolas, lui, baisse totalement les bras : « Honnêtement, je n’irai pas voter, ça sert à quoi de voter ! »

Des jeunes préoccupés par l’état du monde, mais des sources d’information souvent peu diversifiées

- 32 L’intérêt pour la politique ne se limite pas aux strictes limites des jeux de pouvoir à l’intérieur de l’Hexagone : les faits de société en France, les conflits et la misère dans divers pays ou continents, en résumé « l’état du monde », sont évoqués par un grand nombre de nos interlocuteurs, et souvent de façon passionnée.
- 33 Les jeunes se sentent particulièrement concernés par les faits de société qui se déroulent en France, notamment par la montée du chômage, l’exclusion et le sort des sans-logis, ainsi que par la drogue, la violence, la montée du racisme, le sida, autant de sujets d’inquiétude et de scandale qui reviennent au fil des entretiens. Et les Maghrébins, surtout ceux d’origine algérienne, sont particulièrement touchés par les dramatiques événements qui se déroulent depuis des années en Algérie ; pour certains d’entre eux, ils représentent un obstacle à leur désir d’un retour, provisoire ou définitif, dans leur pays d’origine. Mais la gravité de ces événements n’échappe pas non plus à bon nombre de ceux dont les parents sont nés en France. D’ailleurs, les guerres et les violences qui se manifestent dans d’autres pays, les massacres au Rwanda, au Zaïre, les conflits en Bosnie, en Tchétchénie, les événements en Israël et en Palestine sont autant de sujets de préoccupation.

- 34 Reviennent aussi les famines en Afrique ou en Inde, l'exploitation des enfants au Pakistan ou au Brésil. Ainsi cette phrase d'Allala donne-t-elle une synthèse de l'état d'esprit de beaucoup des jeunes rencontrés : *« Moi, c'est tout ce qui est en relation avec l'humanitaire : l'exclusion, la faim, la pauvreté, la misère. Pour moi, c'est quelque chose qui devrait plus exister... Quand je vois un conflit qui arrive, j'essaie de connaître l'histoire du pays pour savoir comment on en est arrivé là. L'histoire de la Seconde Guerre mondiale, ça m'intéresse aussi. La Pologne aussi : les problèmes qu'elle a connus pour exister, ça a pas toujours été facile. Ou sinon, pour comprendre les personnes dans un pays... J'essaie de voir les différents points de vue. »* Et au cours de l'entretien, elle dit également s'être documentée sur le sida et sur les événements d'Algérie pour tenter d'en comprendre la signification. Quant à Dalia, elle affirme : *« En fait, on se sent concerné obligatoirement par tout. Indirectement ou directement. »*
- 35 Mais si ces jeunes se passionnent pour l'état du monde, beaucoup se plaignent de ne pas recevoir toutes les réponses à leur curiosité : *« Je pense qu'en fait, on est très mal informé de ce qui se passe dans le monde. Donc, c'est difficile de porter un jugement »* (Michaëla).
- 36 Il faut dire que l'audiovisuel est leur première source d'information au quotidien, et la télévision beaucoup plus que la radio. En ce qui concerne la radio, seuls quelques « mordus » de l'information puisent à toutes les sources. Les autres auditeurs déclarés sont des personnes qui n'ont pas un accès totalement libre à la télévision, comme ce jeune qui vit en foyer, ou ceux dont les horaires d'activité ne leur permettent pas de regarder les journaux télévisés. Les stations nationales, *France Info*, *France Inter* et *France Culture* sont les plus écoutées. Mais la source d'information de loin la plus fréquentée par tous ces jeunes est la télévision : journaux télévisés, émissions telles qu'*Envoyé spécial*, *La Marche du siècle*, *Faut pas rêver*, *Bas les masques*, *Capital*, *7/7*, *L'Heure de vérité* sont les plus cités. Et les reportages d'Arte ou de la 5 semblent également être appréciés de plusieurs de ces jeunes téléspectateurs.
- 37 Tous regardent les chaînes françaises, mais la parabole, fréquemment présente dans les familles maghrébines et turques, permet aussi de maintenir un lien avec la terre et la culture d'origine. Toutefois, il semble que les émissions venues du Maghreb ou de Turquie retiennent surtout l'intérêt des parents ; les enfants, imprégnés de la langue et de la culture françaises, s'y intéressent de plus loin et davantage par attachement sentimental que par intérêt concret immédiat. Plusieurs disent préférer au poste de télévision branché sur la parabole, souvent installé dans la salle de séjour et regardé par les parents, un second poste sur lequel ils captent les chaînes françaises ou éventuellement des chaînes de pays autres que le Maghreb. Ils invoquent aussi leur manque de maîtrise de l'arabe. C'est ce que dit Farid : *« Récemment, mon père vient d'acheter une antenne parabolique et c'est vrai qu'il martèle bien, là. Tous les soirs, il met la Tunisie, l'Algérie ou l'Égypte. Moi, je regarde très peu parce que, bien que je parle l'arabe, je l'écris un peu, le parler, je comprends pas très bien ce que les acteurs disent et c'est pour ça que je la regarde très peu. C'est pas des émissions que je regarde. Sporadiquement. »*
- 38 D'une façon proche, en dépit des réticences de sa mère, Samia, étudiante en histoire, déclare sa nette préférence pour Arte plutôt que pour la télévision maghrébine dont ses parents sont des spectateurs assidus. Malik semble en quelque sorte « confisquer » à ses parents la télévision branchée sur l'antenne parabolique quand il dit : *« Au départ, c'était pour capter la télévision maghrébine, mais bon, mes parents ne la regardent pas très souvent. Ils la regardent quand nous ne sommes pas là, parce que, quand nous sommes là, c'est vraiment impossible de la regarder, parce que nous, nous regardons les satellites européens. »* De cette

façon et grâce à sa connaissance de plusieurs langues, ce jeune homme élargit ainsi sa vision et son évaluation de l'information : *« Moi je regarde CNN ou les informations anglaises, certaines chaînes allemandes aussi que j'aime bien regarder. Je comprends pas tout tout, mais c'est intéressant d'avoir leur point de vue aussi... Ça vous remet à votre place peut-être, parce que les Français sont un peu nombrilistes parfois, et c'est bien d'avoir le point de vue de l'étranger sur les événements. Pendant la présidentielle, c'était vraiment intéressant d'avoir le point de vue des Allemands ou, sur Euronews, d'avoir le point de vue des Italiens. Ça leur donne leur vraie dimension. »*

- 39 Reflet de la méfiance à l'égard de la politique, la quête d'information à la télévision peut prendre une forme inattendue. Mounir, par exemple, se déclare si écœuré par la presse audiovisuelle, que seule une émission satirique d'inspiration politique trouve grâce à ses yeux : *« Je ne regarde qu'une émission politique en fait, qui me plaît et qui est complètement en phase avec mon esprit, c'est Les Guignols de l'info. Eux, c'est bien ; mais si vous voulez en fait avoir une information, paradoxalement, vous regardez Les Guignols. On peut discuter sur le message qu'ils veulent donner à travers un sketch ou bien une information, mais l'information, elle est donnée. »*
- 40 C'est que les informations diffusées par l'audiovisuel sont loin de satisfaire ces jeunes. D'abord le foisonnement de nouvelles très souvent violentes et douloureuses, exposées de façon brute et sommaire et martelées à longueur d'antenne, est une véritable épreuve : *« Parfois, j'éteins ; c'est trop mauvais comme informations. Si j'écoutais les informations 24 heures sur 24, je ne pourrais plus, moi ! Ce matin, je prends mon petit déjeuner, j'allume France Info... Je vois que les informations sont mauvaises, ils fournissent les informations nécessaires. Et puis je ne regarde pas le journal du midi parce que les informations, c'est trop mauvais. J'ai pas envie de voir les images ; les titres et les commentaires, ça me suffit ! »*
- 41 Pour Karin, à cette saturation devant les images d'horreur s'ajoute le scandale de l'absence de hiérarchie dans la présentation des informations : *« Quand on parle de toutes les guerres, de toutes les famines, de tout ce genre de choses, moi, à chaque fois que je vois une image de ça ou que j'en entends parler, ça me touche, mais tellement que je sature au bout d'un moment. Je me dis que... qu'on est tellement impuissant que je n'ai plus envie d'entendre ces choses-là, puisque je sais qu'elles se passent. J'ai une espèce de refus, un peu, de l'information, à cause de ça. Parce que ça me choque tellement, au journal télévisé, de voir qu'on parle d'une guerre et de massacres en Bosnie et puis qu'après on nous parle des résultats du foot en nous disant que c'est une catastrophe... Je ne supporte pas. Je ne peux pas supporter. Et... ça m'énerve ! J'ai envie de casser la télé. »* Virginie éprouve un même sentiment de révolte à être ainsi renvoyée à une impuissance : *« Je trouve qu'on monte en épingle certaines affaires comme les meurtres par exemple. Je ne vois pas l'intérêt de parler pendant quinze jours d'un meurtre. C'est sûr que ça me touche mais on se sent vraiment impuissant, donc on ne peut rien y faire. Je voudrais qu'on parle des choses qui peuvent évoluer. »*
- 42 Mais le procès le plus grave et le plus fréquent fait aux journalistes de l'audiovisuel est de ne pas diffuser une information exacte, de faire du voyeurisme, et même en ce qui concerne certains d'entre eux, de *« trafiquer des témoignages »*. Mounir est très virulent à l'égard de ces journalistes dont il a pu apprécier de près les procédés : *« Il y a eu des événements ici, dans le quartier, il y a deux ans, des cameramen de chaînes sont venus, ils voulaient du sensationnel, ils voulaient une tête d'immigré typique devant eux, qui ne sait pas parler. Quelle était en fait leur préoccupation ? C'était d'avoir quelqu'un qui colle bien à leur image. Ils voyaient des jeunes turbulents, ils allaient vers eux, les aguichaient : "Vous voulez*

passer à la télévision ?" Et voilà ! » Matoub porte contre la télévision la même accusation de manipulation et s'estime lui aussi écoeuré du mépris que traduisent ces pratiques à l'égard du public : *« La télévision française... nous passe souvent des images pour nous dire : "Regardez ce qui se passe ailleurs, ça va jamais arriver en France." Depuis des années on voit les mêmes choses et ça permet toujours de se disculper aussi, on assiste aujourd'hui à des manipulations, que ce soit dans les journaux de télévision ou dans des émissions où on méprise les gens. »*

- 43 Mais Matoub comme Mounir, si critiques à l'égard de l'information télévisée, sont des lecteurs réguliers de la presse écrite ; et Mounir pousse même sa quête d'une information la plus objective possible en allant jusqu'à comparer les bulletins de différentes agences de presse. Il est vrai que ces deux jeunes Algériens ont des fortes personnalités, et ils doivent à leur maturité, à une vive intelligence et à leur acharnement au travail un niveau culturel élevé.
- 44 Beaucoup d'autres jeunes gens, bien que non dupes du caractère souvent trop sommaire de l'information audiovisuelle, ne pensent pas à aller l'approfondir et la compléter dans la palette plus vaste de l'information écrite, notamment en recourant aux quotidiens. Sans doute entre-t-il parfois dans cette attitude un certain parti pris de « facilité », comme l'admet Cédric : *« Je prends toujours ce qu'il y a de plus facile, quoi... La télé, il n'y a qu'à regarder et écouter. »* Mais il est probable que l'explication d'Hadrien joue encore davantage pour un grand nombre de jeunes vivant dans les quartiers défavorisés, et elle met en même temps en lumière le rôle que peuvent avoir les bibliothèques dans la diffusion de l'information écrite : *« Mes parents n'avaient pas de journaux chez eux, ils n'en ont toujours pas. Donc pas de contact avec l'article, avec la petite annonce qui traîne, avec ce genre de rencontre au quotidien, chez soi, sans le vouloir... C'est un objet bizarre, le journal. Acheter un journal le matin pour le lire. Je l'aborde pas au quotidien. Je dirais que je dois lire le journal une fois tous les quinze jours, je vais acheter le journal une fois tous les quinze jours. Il m'arrive de le lire en bibliothèque en passant, ou de jeter un coup d'œil. Les informations, je les suis, mais le journal, ce n'est pas un objet que je pratique. »*
- 45 Certains, comme Léa, ont conscience de la lacune que peut constituer l'absence de la presse écrite dans la quête de l'information : *« Oui il y a également les journaux que je ne lis pas tellement. Je pense que si je m'attardais plus au rez-de-chaussée [de la bibliothèque] pour lire les journaux, je comprendrais un peu plus tout ce qui se passe. Parce que des fois je regarde les vidéos et je ne comprends pas tout. Et quand j'ai le temps de lire un journal, j'ai l'impression que tout est plus clair. »*

La bibliothèque, source de documentation sur des thèmes politiques

- 46 Le rôle de la bibliothèque dans la fréquentation de la presse écrite n'est en effet pas négligeable. Parmi les lecteurs de presse que nous avons pu identifier, il en est relativement peu qui achètent régulièrement le journal. La plupart disent consulter la presse soit sur leur lieu de travail, soit à la bibliothèque ; et il arrive que cette consultation les incite ensuite à l'achat d'un journal ou d'une revue. C'est le cas de Mounira, qui, à la bibliothèque, consulte *Le Monde*, *Le Monde diplomatique*, *Le Nouvel Observateur* et *Politis*, puis se les procure si un sujet attire particulièrement son attention. La bibliothèque peut aussi devenir un lieu d'initiation à la lecture de la presse, même par la seule consultation d'un journal local, comme l'explique Mokrane : *« Je feuilletais L'Yonne républicaine pour voir un peu ce qui se passait dans la région... et puis*

je me suis intéressé à ce qui se passait au niveau national et c'est comme ça que c'est parti. » Étudiant en économie, il consulte régulièrement les journaux à la bibliothèque, notamment les Cahiers français et dit qu'il aimerait se constituer « une bibliothèque de presse ».

- 47 *Le Monde* est le quotidien national le plus souvent cité par ceux qui déclarent lire la presse écrite : une douzaine de ceux que nous avons rencontrés l'ont mentionné, des étudiants la plupart du temps. Ils déclarent aussi consulter des périodiques : *Le Monde diplomatique*, *Le Nouvel Observateur*, *L'Express*, *Le Canard enchaîné*, et aussi *Jeune Afrique*, plusieurs fois cité. Il semble que ces journaux soient davantage parcourus que lus en entier.
- 48 Enfin quelques jeunes puisent souvent dans les rayons de la bibliothèque des livres pour compléter leurs informations sur l'état du monde. Il peut s'agir de livres politiques, comme c'est le cas pour Jean-Michel, qui explique qu'il aime lire les biographies des hommes politiques avec une analyse critique de leur parcours : « *Dans la biographie des hommes politiques, c'est intéressant de voir leur évolution et l'influence du milieu social. Parce que regardez, par exemple, Mitterrand... sa famille a fréquenté tout de même du beau linge, il y a eu quand même des coups de pouce. Chirac, c'est pareil, parce que son père a sauvé la vie de Dassault. Et il a été poussé par Dassault à un certain moment. Bon, il est extrêmement brillant, ce sont tous des gens qui sont hors du commun, au départ, mais en plus, ils avaient quand même des sacrés coups de piston. »* Quant au Dictionnaire politique qu'il aime consulter à la bibliothèque, il y puise un certain amusement : « *J'ai regardé sur le Dictionnaire politique, c'est un bouquin qui est assez ancien, donc le dernier a dû être fait en 75 ou même en 81. J'ai revu s'il y avait Balladur, ils parlent même pas de Balladur... alors ça, j'ai bien rigolé. Je peux vous dire qu'il y a des tas de noms dont j'ai jamais entendu parler. Ils parlent aussi de la Trilatérale, j'adore ça. La Trilatérale, c'est une sorte d'association, une organisation internationale de tous les hommes puissants. »*
- 49 Peut-être la formation de Jean-Michel, un DEA de droit, a-t-elle contribué à aiguïser cet intérêt pour la politique. Il en va sans doute de même par exemple pour Luc, étudiant à l'Institut français de presse : il s'est forgé, par les livres, une opinion politique qui, en opposition avec le reste de sa famille, fait l'objet de débats passionnés et houleux avec ses frères, durant les déjeuners dominicaux... Il déclare « *aimer les livres de journalistes, un petit peu comme Pierre Péan* ». Toutefois, il indique que ce qui l'a fait diverger des idées familiales, « *ce sont les grandes idées... Je ne sais pas, les Droits de l'homme, la non-violence d'une certaine manière, des choses comme ça. Sans à mon avis absorber bêtement ce que je peux lire... Je suis très attaché aux principes républicains* ».
- 50 Quant à Omar : « *J'ai une lecture plutôt politique, parce que j'ai une petite sensibilité marxiste-léniniste. Alors, je lis beaucoup dans ce domaine-là. Et puis il y a les livres d'histoire, aussi, j'aime beaucoup lire tout ce qui a trait à l'histoire...* » Mourad, le benjamin de nos interlocuteurs, cherche, lui, à travers ses lectures, à se forger une opinion : « *Par exemple, quand moi, je lis les livres politiques, là, avant de lire, je sais pas où je suis : je sais pas si je suis pour la gauche ou pour la droite. Une fois que je prends un livre de politique, je sais pas où me situer et tout ça. Mais une fois que tu lis le livre, tu fais ; "Ah ! c'était ça la droite ! Finalement j'aime pas trop. Je préfère aller à gauche."* Et ça nous montre, on est qui, on est où. Parce qu'il y a des gens, quand ils vont grandir, ils seront situés là, dans la politique. Donc, ça, c'est des livres qui te servent... Depuis quatorze ans, on s'intéresse à la politique, alors c'est partout qu'on lit... On vient ici, on prend des livres de politique, on lit, c'est partout, quoi, on la voit partout la politique. »

- 51 De même, c'est à la bibliothèque municipale que Mounir a pu satisfaire sa curiosité précoce pour les questions politiques : *« J'étais plutôt attiré par les sujets disons que j'étais plus avancé par rapport aux autres – par les problèmes politiques, sociaux, de racisme, etc., ce sont ces sujets qui m'intéressaient. »* Et cet intérêt ne s'est pas démenti au cours des années, parce qu'actuellement, ses lectures favorites, *« à part les biographies, ça peut être les essais politiques, sur des problèmes de fond que connaît le monde ou la société française ou bien d'autres pays comme l'Algérie »*. Les livres historiques rencontrent aussi un réel succès auprès des jeunes lecteurs ; pour plusieurs d'entre eux, notamment les jeunes qui cherchent des réponses aux questions qu'ils se posent sur la guerre d'Algérie, c'est surtout pour comprendre le monde contemporain, ou même leur propre histoire.
- 52 Par la mise à disposition de la presse, par le prêt d'ouvrages documentaires, les bibliothèques municipales jouent donc d'ores et déjà un certain rôle dans la formation politique des jeunes citoyens. Mais la dispersion de la documentation susceptible de répondre à cet objectif est telle qu'elle ne peut toucher que les plus curieux, ceux qui sont en « recherche active ». Pour les nombreux jeunes qui ne sont que téléspectateurs, trouver une documentation complémentaire par la lecture d'ouvrages spécialisés n'est pas évident, car établir une bibliographie est déjà un travail d'initié. Les bibliothèques pourraient contribuer à donner un regard élargi sur les émissions de reportages les plus regardées, excitant la curiosité des téléspectateurs : cela pourrait se faire en exposant chaque semaine sur une ou deux tables des livres, essais ou romans, des vidéos, des revues en rapport avec un ou deux des grands sujets traités à la télévision, qu'il s'agisse d'événements politiques ou de faits de société, comme ceux diffusés par exemple dans *Envoyé spécial* ou *La Marche du siècle*. C'est d'ailleurs ce que suggère Nicolas qui aime beaucoup les tables de présentation de la FNAC et qui estime que le principe devrait en être étendu aux bibliothèques : *« Vous vous baladez et vous regardez, ça peut attirer l'œil. »*
- 53 Image et imprimé, en effet, ne s'opposent pas : de la même façon que c'est quelquefois après avoir vu un film que des jeunes en sont venus à la lecture du livre qui l'avait inspiré (ou inversement), des lectures en rapport avec l'actualité pourraient être amorcées par des émissions vues à la télévision. Et le prêt de reportages de qualité sur des thèmes proches pourrait enrichir aussi le regard porté sur un sujet.

Des jeunes solidaires, fortement impliqués dans la vie associative

- 54 Vivement intéressés par ce qui se passe dans le monde, mais n'attendant guère des politiques la solution aux difficultés qu'ils côtoient dans leur vie quotidienne, la plupart des jeunes que nous avons rencontrés tentent de transformer un horizon souvent restreint ou inquiétant en se jetant eux-mêmes dans l'action. Pour cela, ils s'insèrent soit dans le cadre d'un groupe informel, soit au sein d'une association déjà existante ; et il arrive que les plus entreprenants se lancent dans la création d'une structure associative spécifique. Ici encore, on remarque que l'implication est plus fréquente parmi ceux qui sont d'origine étrangère que parmi les autres, et parmi ceux qui habitent dans les villes les plus importantes. Généralement, elle s'effectue de façon bénévole. Quelques-uns y trouvent aussi l'occasion de percevoir une rémunération,

souvent modique, voire un salaire régulier. Et on peut noter que les bibliothèques municipales, de façon suivie ou sporadique, étaient quelquefois ces engagements.

- 55 La solidarité à l'égard des plus jeunes est particulièrement forte et illustrée, notamment, par une participation assez massive au soutien scolaire, assurée soit dans le cadre de l'environnement scolaire, soit dans celui d'associations de quartiers. Nombreux sont les étudiants qui consacrent quelques heures d'un emploi du temps chargé pour aider les enfants à surmonter leurs problèmes scolaires. Parmi eux, quelques jeunes dont les parents sont nés en France s'adonnent à cette tâche, mais surtout des jeunes issus de l'immigration, ayant eu eux-mêmes à affronter des difficultés durant leur vie de collégien ou de lycéen et ayant parfois bénéficié d'un tel soutien.
- 56 La bibliothèque municipale peut jouer un rôle dans ce type d'aide, notamment dans le cadre d'annexes fréquentées par des jeunes en grande difficulté. Il arrive aussi que la fréquentation de la bibliothèque municipale suscite des réseaux d'entraide spontanés, comme le montre l'exemple de Hava : *« En français, ils avaient des difficultés. Moi, je les entendais parler puis je rigolais dans mon coin. Je me suis dit : autant que je les aide. Je leur ai expliqué. Et moi, j'avais des problèmes en maths. Ça tombait bien. En parlant comme ça, j'ai appris que c'étaient des scientifiques. C'est parti de là. Maintenant, je les vois régulièrement. »*
- 57 L'animation est, avec le soutien scolaire, une tâche qui retient un grand nombre de nos jeunes interlocuteurs impliqués dans la vie associative. Ils tentent de pallier les conséquences qu'engendre l'enfermement dans des quartiers souvent vides de structures de loisirs : *« Les jeunes, on s'apercevait qu'ils fondaient droit dans la délinquance et la drogue, et puis ils ne voyaient que leurs murs de béton. Alors on s'est dit on va essayer de proposer autre chose. Il y a autre chose dans la vie que ça »,* explique Samirah, qui, avec une de ses amies, a créé une association de lutte contre la drogue. Fonctionnant tant bien que mal depuis deux ans, cette structure associative qui organise des soirées est même parvenue à offrir à ses adhérents un voyage dans le sud de la France, *« pour leur montrer qu'il existe autre chose »*.
- 58 Pour s'évader du cadre trop étroit de leur ville de résidence, quelques-uns choisissent d'adhérer à des associations organisant des petits voyages touristiques dans d'autres villes françaises, ce qu'ils ne pourraient peut-être pas faire de façon individuelle. D'autres s'adonnent à des activités sportives. Pour certains comme Philippe, passionné de sport et entraîneur bénévole de jeunes enfants dans un club de football, au-delà du divertissement, cette fonction a une dimension sociale, pour lui objet de fierté : *« Justement ça me permet aussi d'être responsable de quelque chose. Comme là, les gamins je les entraîne, ça me permet d'être reconnu en tant qu'entraîneur et d'être responsable, et d'avoir des responsabilités envers eux, parce que c'est des gamins de 8-10 ans, c'est des poussins, donc, eux aussi j'essaie de leur passer un petit message... Et surtout ce que j'ai voulu leur faire passer, c'est l'esprit d'équipe. La camaraderie. C'est très important. Pour qu'une équipe gagne, il faut qu'il y ait un esprit d'équipe. De ce côté-là, je crois que j'ai réussi. Au début il y avait un peu des frictions entre eux, maintenant dès qu'ils se voient ils sont tout contents, ils se sautent dessus... De ce côté-là, je suis assez fier. »* Philippe a aussi découvert, un peu par hasard, qu'outre le sport, l'activité théâtrale peut être un plaisir. Les associations de danse et surtout de théâtre semblent d'ailleurs rencontrer un grand succès, et pas seulement auprès des jeunes filles.
- 59 Pour quelques jeunes filles issues de l'immigration, l'appartenance à une association ouvre une possibilité de se libérer un peu d'un carcan culturel pesant³ : par exemple, les

quelques sorties autorisées à Rabia et à ses sœurs, sous étroite tutelle de leurs frères aînés, se font dans le cadre d'une association. Mais en outre, l'activité théâtrale qu'elles exercent dans ce cadre n'est pas de pur divertissement : elle donne voix aux difficultés que rencontrent les femmes maghrébines en France. Car il s'agit d'un théâtre-forum où sont représentés de courts sociodrames, conçus par les acteurs eux-mêmes, à l'issue desquels s'instaure un débat avec les spectateurs.

- 60 La condition féminine est objet de préoccupation pour plusieurs autres adhérentes d'associations. À Hérouville, le passage de l'association parisienne Les Nanas beurs a fortement marqué l'une des jeunes femmes que l'on a rencontrées, qui envisage d'implanter une antenne dans sa ville. Sous une forme différente, Hava, bien qu'arrivée assez tardivement en France, fait de l'animation dans le cadre d'un centre de quartier pour aider les enfants, mais surtout les filles de sa communauté à sortir, en dépit de difficultés matérielles et de la réprobation des parents : *« J'ai fait ça avec des enfants turcs en difficulté. Au début, c'était pour les filles. On était parti pour dire qu'on allait faire sortir les filles turques le plus possible. Mais le problème, c'était qu'on n'avait pas de local. On était dans un parc, et on faisait du badminton, volley. Et, le problème, c'étaient les parents turcs. »*
- 61 Zohra, elle, a milité dans le cadre de l'Association des femmes françaises. Issue d'une famille nombreuse et très émue du vieillissement prématuré de sa mère, elle profite des contacts qu'elle a avec de nombreuses femmes pour les informer de leurs droits afin qu'elles évitent des maternités non désirées : *« Il faut faire avancer ces questions-là auprès des femmes. Le renforcement de la pilule, le remboursement de l'IVG. Celles qui avortent sont en général des femmes défavorisées... Ça c'est des luttes importantes parce qu'elles sont liées à la survie des femmes. Quand il n'y avait pas l'avortement, c'est vrai que les femmes mouraient dans des cabinets privés où on faisait tout et n'importe quoi. »*
- 62 Mais si les jeunes filles musulmanes sont particulièrement concernées par la condition féminine, des Françaises n'y sont pas insensibles, comme on l'a vu dans un autre chapitre, et Isabelle, par exemple dénonce *« le machisme, même en France »*. Aussi voudrait-elle agir en participant à une association d'aide aux femmes.
- 63 La solidarité va parfois bien au-delà du quartier. Beaucoup de nos interlocuteurs rêvent de s'impliquer dans l'aide humanitaire, à l'échelle du monde. C'est ce que déclare par exemple Omar : *« J'ai un autre projet qui me tient vraiment à cœur, c'est que j'aimerais bien m'investir dans une association à but non lucratif j'aimerais bien faire de l'assistance à d'autres personnes qui sont dans le besoin, comme les organismes comme Médecins sans frontières. Voilà, j'aimerais bien ce travail. »* Et quand on lui demande qui il aimerait aider, il répond : *« Tous ceux qui sont dans le besoin. Pas spécifiquement des gens en Afrique. Partout dans le monde, parce que des gens dans le besoin, il y en a partout. C'est vrai, j'en rêve... J'aimerais bien contribuer comme ça dans une association, ou bien en créer une moi-même. »*
- 64 Dans ce même esprit, les activités d'un groupe de jeunes d'Hérouville-Saint-Clair dont Christian est un membre très actif, sont exemplaires. Un stage de coopération de deux mois et demi dans une communauté villageoise sénégalaise, réalisé dans le cadre d'un jumelage, avait confirmé le goût de ce très jeune homme pour l'aide humanitaire. Il continue à animer l'association Jam-Tan, destinée à conserver des liens étroits avec la communauté sénégalaise et à monter d'autres projets. Christian explique : *« Jam-Tan, c'est une formule de salutation en sénégalais. Et tout ça, ça nous a permis de garder des liens avec les Sénégalais. Donc aujourd'hui, il y a des projets qui se montent grâce à Jam-Tan. Il y a eu un projet qui a été fait récemment, qui a été l'invention d'un poulailler, et puis ça marche très très bien. »* Ce jeune homme préside aussi une seconde association, locale, dénommée

Jeunes en danger. Le but de cette seconde association, « *c'est tous les jeunes qui ont des difficultés, on essaye de voir ce qu'on peut faire avec eux. Donc là on a envisagé de faire un projet de loi basé sur un article des Droits de l'homme, parce que je suis quelqu'un qui vit énormément avec les Droits de l'homme... On a réuni des jeunes, et on a pu discuter avec eux sur les Droits de l'homme, et savoir ce qui était logique en France, ce qui n'était pas logique. Donc à partir de là, on a eu envie de construire un projet de loi* ».

- 65 Et alors que beaucoup des jeunes qui souhaiteraient monter une association butent souvent sur les démarches administratives et les moyens financiers nécessaires pour réussir, Christian et ses compagnons n'hésitent pas à recourir aux grands moyens, y compris l'appel aux hommes politiques locaux et même de niveau national pour faire aboutir leurs projets. Et leur sens de la communication n'est pas en défaut : « *Il va y avoir un journal qui va se créer prochainement, donc ça permet aussi aux jeunes d'avoir une correspondance, de s'exprimer sur ce qu'ils ressentent par rapport à leur quartier, parce qu'il y a des jeunes qui ont des difficultés par rapport à leur quartier. Nous, on est basé beaucoup sur l'article 25 des Droits de l'homme qui parle de la santé, du bien-être. Quand il y a un problème au niveau de la santé, ça leur permettra, dans le journal, de parler de la santé, s'il y a un problème sur les finances, qu'ils arrivent pas à toucher trop d'argent pour se nourrir, ça leur permettra de le dire aussi. Tout ça, il faut le dire, il faut se dire que les jeunes, il faut qu'ils puissent s'exprimer. L'association qu'on est en train de faire servira à ça.* »
- 66 Christian ne manque pas de souligner la part de la bibliothèque municipale dans le succès de cette initiative : « *Donc tout ça c'est venu de la création de Jam-Tan et aussi par l'invitation de la bibliothèque qui nous a permis de faire une soirée ici.* » Mais cette part est encore plus grande, car la préparation de Christian à cette aventure s'est effectuée dans le cadre de cette bibliothèque : « *Donc moi je me suis renseigné énormément sur la bibliothèque pour savoir ce qu'était l'Afrique, c'est pour ça que je suis venu ici plus d'une fois. Et puis après, il y a eu des rencontres qui ont été faites. Mais suite à ça, j'ai pu exposer par rapport à des associations sur des choses que je savais grâce aux bouquins de la bibliothèque.* » Car ce jeune homme, autodidacte, puise beaucoup de ses informations, tant pour sa formation professionnelle que citoyenne, dans les livres en grande partie empruntés à la bibliothèque municipale.
- 67 L'association à laquelle appartient Christian est une association très active, ayant un impact concret et sans doute en existe-t-il ailleurs d'aussi efficaces. Mais il semble nécessaire de s'interroger sur le foisonnement de la vie associative dans les quartiers, et de se demander si toutes remplissent un rôle effectif de transformation de la vie sociale, ou si certaines ne servent pas de paravents pour masquer un vide, ou pire, pour servir d'autres intérêts que ceux pour lesquels elles avaient été conçues.
- 68 En effet, il en est que ce mode d'action a déçu, comme Matoub, qui pourtant a été un militant actif, mais qui dénonce une récupération : « *J'ai traversé ma période SOS-Racisme, très décevante. Nous avons servi de charrette à Julien Dray pour devenir député, à Mitterrand pour se faire mousser un peu, pour avoir quelques voix des jeunes beurs. Ensuite j'ai participé à des manifestations de Act up. Act up, c'est un mouvement qui contestait les pratiques... comment la France lutte contre le sida. La population est essentiellement homosexuelle, mais on arrivait à trouver quelques hétérosexuels comme moi. Mais maintenant je les trouve insupportables. Pour moi le jour où ils ont mis les capotes géantes avec Benetton...* » Il n'en conclut pas moins que l'action commune lui paraît la seule susceptible d'être efficace.

- 69 D'autres jeunes pensent pouvoir agir de façon plus individuelle, comme Léa, jeune Zaïroise, qui veut être médecin : *« De toute façon si je vais être médecin, c'est pour l'humanitaire. La médecine pour moi, je la vois dans une optique pour faire l'humanitaire. »*
- 70 « Aider », tel est donc le mot qui revient la plupart du temps dans la bouche des jeunes, même chez ceux qui n'envisagent qu'une action individuelle. Peu nombreux sont ceux qui ont un discours « égoïste », sauf peut-être davantage parmi ceux qui habitent des villes de petite taille, comme Nyons. Dans les quartiers des grandes villes, beaucoup des jeunes utilisateurs des bibliothèques manifestent leur désir d'être « utiles ».
- 71 Pour Mokrane, cette aspiration est même « vitale » : *« Au début, j'envisageais de faire des études de médecine, parce que ça m'intéressait beaucoup. Parce que dans mon esprit, c'est surtout humanitaire, des fois je me remets en question, je me dis : si je venais à mourir du jour au lendemain, qu'est-ce que je vais avoir fait dans ma vie ? »* Et il va jusqu'à entrevoir l'image positive qu'il pourrait ainsi renvoyer à sa postérité ! *« Quand on voyait il y a un an ou deux ans tous les problèmes de guerre, de famine, la Somalie et tout ça, bon, franchement, j'étais prêt à partir. Du jour au lendemain, on m'aurait dit : "Tu pars", je serais parti. Pour moi, après, quand on me demanderait, ne serait-ce que mes enfants plus tard, je pourrais dire j'ai fait ça. »*
- 72 Comme beaucoup d'enfants de parents immigrés, Mokrane est tout à fait conscient des efforts, du travail et des capacités d'adaptation à un milieu culturel étranger, et souvent hostile, dont son père et sa mère ont dû faire preuve pour faciliter son intégration dans la société française. Les parents de ces jeunes, dans leur très grande majorité, sont venus directement des campagnes de Kabylie, du Constantinois ou d'Anatolie aux banlieues françaises. L'esprit de solidarité que manifestent tout particulièrement leurs enfants ne serait-il pas aussi, au-delà du désir de pallier les carences politiques et sociales, l'écho lointain de formes de solidarité paysanne ?

La citoyenneté, un concept complexe au gré de vécus divers

- 73 Intérêt pour la politique, participation à la vie nationale par un exercice assez généralisé du droit de vote pour ceux auxquels l'âge et la nationalité autorisent un tel droit, et pour les autres, aspiration fréquente à ce type de participation, esprit de solidarité souvent concrétisé par une contribution active, telles sont autant de composantes de la citoyenneté déjà observées. Mais cette citoyenneté, comment les jeunes eux-mêmes la conçoivent-ils ?
- 74 Souvent, quand nous avons demandé à nos interlocuteurs de donner leur définition de la citoyenneté, une réponse rapide fusait : *« des droits et des devoirs »*. Cette réponse elliptique, qui résonne comme une évidence, est celle presque unanime de ceux dont les parents sont nés en France, la participation aux consultations électorales représentant pour eux le symbole de ce « droit-devoir ». Or celui-ci est intimement lié à la composante traditionnellement la plus manifeste de la citoyenneté, la nationalité. S'ils ont cette réponse quasiment réflexe, c'est que pour eux, l'appartenance à la communauté française fait partie de leur « héritage » familial, c'est-à-dire qu'elle s'inscrit dans trois éléments : le sol, le temps et la famille⁴.
- 75 Cette citoyenneté par héritage, si elle est partie intégrante de l'individu dont les ascendants sont français depuis plusieurs générations au point de lui apparaître « naturelle », peut ne pas être exempte de problèmes pour d'autres. Ainsi, pour ce

jeune Alsacien, conscient que comme tout héritage, cette citoyenneté est la résultante du hasard : « *Moi je dis que citoyen c'est un grand mot, j'aurais pu être né à 600 kilomètres de là et être citoyen allemand.* » Du fait des discontinuités de l'histoire alsacienne, ses parents préfèrent s'accrocher à une référence immuable : « *Quand on leur dit par exemple : vous êtes Français, ils disent non, on est Alsaciens. Parce qu'il y a un certain conflit entre les gens de la France et de l'Alsace. Puisqu'il y en a certains qui nous considèrent pas comme Français, qui nous considèrent comme des Allemands.* » Lui refuse cette confusion, et voit dans la position frontalière une richesse : « *Je sais que je suis Français, que je vis en France et je trouve ça bien justement d'être à côté d'autres cultures.* » Est-ce pour cette raison que sa définition de la citoyenneté est plus explicitée ? : « *C'est avoir la chance d'avoir une culture comme la bibliothèque, la radio, et puis après renvoyer la pareille... c'est renvoyer la pareille du système scolaire qui vous a formé depuis petit, si vous êtes boursier encore plus, moi je ne suis pas boursier. Être citoyen c'est donc avoir des devoirs, c'est pas que des avantages. C'est un peu l'idée de communauté, c'est une communauté de Français, je parle géographiquement, et dont tout le monde a la chance d'appartenir à cette communauté, si on accepte les règles ; si on n'est pas d'accord on les change et on tend à vouloir les modifier mais il faut la respecter... donc être membre de cette communauté c'est être citoyen, aller voter.* »

- 76 Pour la plupart des enfants dont les parents ont immigré d'autres pays d'Europe, la citoyenneté reste encore une notion « simple », qui ne leur pose pas trop de problèmes. La définition qu'en donne Miguel, par exemple, Français d'origine espagnole et portugaise, se rattache à la conception « des droits et des devoirs » des Français de souche : « *Pour moi c'est être libre sans dépasser certaines limites. Il y a beaucoup de choses que vous ne pouvez pas faire. Il faut mettre des bornes. Entre les deux bornes tu fais ce que tu veux, tu rencontres qui tu veux mais il y a des choses à ne pas dépasser.* » Et il déclare son attachement à la nation France : « *Je ne sais pas, c'est pas le fait d'être patriotique mais si j'ai l'opportunité de vivre ailleurs, je ne vivrai pas ailleurs. Je trouve que la France est un bon pays. J'ai eu l'occasion de parler avec des gens qui ont visité plusieurs pays, c'est vrai que la France est un bon pays.* » Il est vrai que son père semble lui avoir inculqué une haute idée des devoirs qui incombent à ceux qui se réclament d'une nationalité : « *Mon père m'a toujours dit : "Tu sais on n'est pas Français par ses origines, on est Français par ses actes".* »
- 77 Pour Luigi, d'origine italienne, être citoyen, c'est « *s'identifier au pays, les mœurs, tout ça. Je pense que c'est ça.* ». Né en France, y ayant toujours vécu, il semble même avoir une médiocre curiosité pour le pays d'origine de ses parents, et il dit choisir ses lieux de voyage dans de tout autres pays que l'Italie. En revanche, Pilar, venue d'Espagne à l'âge de cinq ans, recherche avidement ses racines – ce qui n'est peut-être pas sans rapport avec le fait que son père ait eu un discours de rejet à l'égard de son pays d'origine. Et pour ne pas avoir à opter sentimentalement entre les deux pays, elle se raccroche à une notion élargie de la citoyenneté en l'étendant à l'appartenance européenne, élaborée au fil de lectures : « *Alors là, j'ai dévoré toute l'histoire de l'Espagne. Et c'est là, je trouve qu'on se sent très européen, parce qu'on se rend compte qu'il y a plein de choses similaires qu'on a vécues : aussi bien les monarchies que le Baroque, la Renaissance.* »
- 78 Pour ces jeunes Français d'origine européenne, la proximité des cultures et la moindre « visibilité » de leurs différences ont pu sans doute faciliter, non pas une intégration, mais une véritable assimilation⁵. Pour les jeunes issus des immigrations autres qu'européennes, si les composantes de la citoyenneté que sont le droit d'expression par la participation aux élections et la solidarité sont assez généralement bien intégrées, la question du choix de la nationalité est une source de difficultés et d'angoisses, même

chez ceux qui ont acquis la nationalité française et adhèrent le plus aux valeurs de la communauté française. D'ailleurs, leurs réponses quand on leur demande leur définition de la citoyenneté sont plus complexes. Certes, ils ne nient pas la définition simple « droits et devoirs », mais elle est, en général, plus explicitée et surtout, elle est formulée souvent en termes plus affectifs, l'attachement aux valeurs et à la culture apparaissant comme l'élément le plus important. La définition d'Omar est imprégnée de cette affectivité : *« Je peux vous dire que pour moi, être citoyen d'un pays, c'est d'abord vivre dans ce pays, aimer ce pays... Aimer ce pays, donc s'identifier aux valeurs de ce pays, à ce qui fait la culture de ce pays... Pour moi, être citoyen, c'est ça. »*

- 79 La liberté de penser et de s'exprimer compte parmi les valeurs de la citoyenneté française particulièrement prisées, notamment par les jeunes femmes issues de pays où elle leur est traditionnellement refusée, et à plus forte raison, par celles qui ont vécu dans un pays où cette précieuse liberté a été bâillonnée par un régime politique tyrannique. Écoutons une jeune Française d'origine cambodgienne : *« Être citoyen français, déjà, comme je suis de deux cultures différentes, je me sens déjà plus française que cambodgienne parce que je suis venue là depuis que j'étais petite, donc j'ai une mentalité plutôt française, et c'est vrai que quand je compare les deux cultures, il y a des inconvénients et des avantages. J'ai tendance à piocher les meilleurs, mais j'ai pas toujours réussi. C'est pas toujours facile non plus de faire, de comparer l'une à l'autre. Ce qui est bien par rapport à mon pays, c'est le droit à la parole aux femmes. Là-bas, les femmes, elles s'expriment pas beaucoup. La liberté, c'est fondamental. Moi, j'ai traversé une période de guerre, je me rends compte que la liberté, c'est ce qu'il y a de plus fondamental. Et aussi la parole pour s'exprimer librement, parce que là-bas, on a fui le Cambodge parce que mon père était enseignant, et comme tout début de guerre, on fait une chasse à tout ce qui est l'intelligentsia, donc on a fui à cause de cela. C'est vrai que plus je fais des études, plus je me rends compte que le droit à la parole est à défendre. Tout le monde peut avoir des opinions différentes mais il faut les laisser parler et les écouter. Je trouve qu'en France, citoyen français, c'est un peu lié à ça pour moi. On a beaucoup de fois l'occasion de s'exprimer, ce qui n'est pas tellement le cas au Cambodge. »*
- 80 Pour Fatima, la citoyenneté est un « principe actif », où la prise en charge de son propre sort est importante : *« Ça c'est un bon débat la citoyenneté. Je crois qu'aujourd'hui ça serait pas d'être citoyen français, mais ça serait plutôt de le devenir, parce que ça se perd complètement, je crois que les gens ne se sentent pas responsables de ce qui leur arrive. Il y a une sacrée démission. Je dirais que déjà faire partie d'une ville à part entière, la faire vivre, aller participer à ce qui est proposé, du genre les expos, des réunions, des trucs dans le cadre des locataires, c'est déjà être citoyen. Aller voter aussi ça se perd beaucoup. »*
- 81 Mais l'ostracisme dont trop souvent les jeunes issus de l'immigration sont victimes peut également influencer sur leur conception de la citoyenneté. C'est ce qu'exprime une étudiante française d'origine tunisienne quand on lui demande comment elle conçoit l'intégration au sein de la communauté nationale : *« J'ai fait beaucoup de droit constitutionnel, donc... J'ai même dû connaître la Constitution par cœur. Pour les examens. Donc, c'est pas tellement par la bibliothèque mais par la fac, parce qu'il fallait apprendre, mais c'est pas tellement lié avec la réalité quotidienne, quand on lit le préambule. Je ne pense pas que ce soit à ce niveau-là qu'on s'intègre dans la société française... Il y a à la fois s'intégrer et être intégré par les autres. Ça dépend où on tombe. Moi je sais que j'ai eu un parcours assez différent ; dans certains endroits, ça se passe assez naturellement puis dans d'autres, ça se passe pas bien. Les deux parties. Mais ça vient aussi de l'éducation qu'on a reçue. »*

- 82 Être reconnu comme membre à part entière par la communauté nationale, c'est ce que revendique également un jeune Français d'origine maghrébine, dont le frère occupe une charge municipale : *« Ce que je trouve un peu mal placé, c'est qu'il y ait certaines personnes qui se considèrent sur un piédestal un peu élevé, et puis qui nous parlent comme à des moins que rien. Alors ça, ça m'est arrivé plusieurs fois, et puis, calmement, j'essaie de les remettre en place en leur disant qu'on a une carte d'identité française et puis bon, on a les mêmes droits. »* Il n'est pas sans intérêt de relater⁶ que dans la ville où il réside, le Monoprix situé au centre, parce qu'il a été victime de vols, « a interdit l'entrée de son magasin à tous les jeunes beurs, avec dispositif de filtrage par des vigiles dont un maître-chien ». On peut imaginer combien de telles pratiques discriminatoires, non seulement humiliantes, mais illégales, peuvent mettre à mal la notion de citoyenneté dans l'esprit des jeunes qui en sont les victimes ! C'est aussi ce qu'explique Mounir, en parlant des « incontestables » Français que sont les Antillais : *« Ils ne se considèrent pas comme Français, parce qu'on ne les considère pas comme des Français. »* Il convient en effet, au vu de ces exemples, de se demander si quelques esprits « hexagonaux » ont bien conscience de l'entité que représente la notion de citoyenneté, et s'ils ne conçoivent pas une citoyenneté de seconde zone, au rabais...
- 83 Aussi, les lois Pasqua sur la nationalité ont-elles été vécues comme une discrimination équivalant à une humiliation et à un rejet : *« Les lois concernant le code de la nationalité proposées par Monsieur Pasqua ne me donnent aucune envie de la demander. Vous savez lorsque vous vous présentez à trois heures du matin pour passer... – pour faire toujours un lien avec la lecture – même si vous êtes Joyce, si vous avez une personne devant vous qui vous prend pour un être inférieur, seulement parce qu'elle a un petit pouvoir que l'administration lui a donné... C'est une première humiliation. Je n'ai aucune envie que ces gens-là me posent des questions sur ma vie privée, sur mes penchants à savoir, s'il y avait une guerre entre l'Algérie et la France, de quel côté je serais. »*
- 84 D'autres ont de la citoyenneté une approche beaucoup plus utilitariste. La fermeture de l'emploi aux étrangers est en effet une des motivations de plusieurs accédants à la nationalité française – qu'ils aspirent à entrer dans une carrière du secteur public, ou à ouvrir les frontières dans la recherche d'un emploi du secteur privé. C'est le cas d'un jeune Algérien qui envisage de devenir professeur de sport ou d'aller vivre dans un pays de la Communauté européenne : *« Moi, franchement, au niveau de la carte d'identité française, c'est pour l'avenir que je vois ça... Je me dis que si je fais ma carte d'identité française, ou si je me fais naturaliser comme vous voulez, ça me permettrait soit d'aller vers un objectif c'est-à-dire d'être fonctionnaire, parce que, si je la fais, c'est dans ce but-là ; j'ai encore aucun projet à la faire ; ou sinon, ça me permettrait plutôt, vu que maintenant il y a l'Europe, c'est au niveau de l'ouverture des frontières. »* Et un autre jeune homme dit abruptement faire une demande de naturalisation *« par intérêt, ce n'est pas une adhésion par le cœur »*.
- 85 Certains enfin avouent franchement, tout en ayant un certain attachement au pays d'origine de leur famille, que le mode de vie dans ce pays leur est totalement étranger et qu'ils ne pourraient donc pas y vivre, ou même, encore plus directement : *« Et puis bon, pour être franc, pour répondre franchement, la vie est plus facile ici. Quand on arrive à avoir un travail et tout, c'est plus facile ici qu'en Afrique. »*
- 86 C'est que dans l'alchimie qui aboutit à l'adhésion de ces jeunes à la communauté nationale, donc à une citoyenneté pleine et complète, de cœur et d'esprit, la nationalité constitue l'élément perturbateur. On l'a vu dans un chapitre précédent, les enfants issus de l'immigration se trouvent confrontés au conflit entre deux cultures, entre deux

fidélités, une fidélité aux racines familiales, et en même temps un attachement aux valeurs acquises au quotidien, au cours des années cruciales de la construction de la personnalité. Aussi le changement de nationalité est-il vécu comme une trahison, même si les parents ne sont pas réticents et poussent au contraire leurs enfants à ce changement. Pour ceux auxquels les conventions internationales permettent une double nationalité, l'acquisition de la nationalité française est certainement moins dramatique. Mais chez les autres, il y a toujours partage et il en reste un traumatisme, qui leur fait dire par exemple que *« c'est pas le bout de papier qui va changer quelque chose aux origines »*.

- 87 Si les problèmes de religion interfèrent dans le trouble que peuvent éprouver des jeunes Turcs à l'égard du changement de nationalité, la naturalisation française peut être ressentie plus encore comme une trahison par les jeunes dont les parents sont originaires de pays autrefois soumis à la colonisation française. C'est particulièrement vrai pour les enfants d'Algériens, pour lesquels la guerre, de quelque bord qu'ils aient combattu, a laissé des séquelles ineffaçables. Parfois, ce sont les parents qui ne peuvent accepter de voir leurs enfants devenir français. C'est le cas, par exemple, d'une jeune Algérienne dont le souhait de se faire naturaliser française est entravé par le veto paternel : *« Parfois mon père il dit que c'est une honte d'oser faire une autre nationalité, moi je crois qu'on peut faire une nationalité française en étant tout Algérien au fond de lui. »* Et elle avoue son désarroi quand on lui demande son appartenance de cœur : *« Rien du tout, j'ai pas vraiment un truc... »*
- 88 Zohra, elle, a rencontré la réprobation totale de ses parents quand elle a pris la nationalité française, parce que pour elle, *« la citoyenneté c'était dire, à un moment donné, qu'on a une place ici. Donc le dire officiellement et l'inscrire quelque part »*. Mais cette décision, longuement réfléchie, a été douloureuse, car la guerre d'indépendance a durement frappé sa famille : *« Quand je suis devenue Française et que je l'ai annoncé à mes parents ça a été terrible. Pourtant j'étais adulte, j'avais 27-28 ans. Il avait du mal, mon père, à accepter l'idée que je devenais française. Parce que c'était un retour – mes parents ont eu des papiers français dans les années cinquante, quand ils étaient sous l'oppression française. Il faut les comprendre. J'ai eu des oncles torturés, j'ai eu de la famille qui a énormément souffert. Mais en même temps il faut se dire qu'on est là, à un moment donné il faut prendre des décisions qui auraient dû être prises par mes parents il y a longtemps. Parce qu'ils n'ont pas eu le courage de le faire. C'est à nous, enfants, de leur montrer le chemin, pourquoi être français. Parce qu'être français, pour moi, c'était faire un travail qui m'intéressait, dans un domaine public, qui me permettait de passer des concours, qui me permettait de m'intégrer plus facilement. En étant algérienne je ne pouvais pas passer les concours. J'étais beaucoup moins rémunérée que mes collègues français pour le même travail. Moi qui luttais sur le plan syndical, qui disais : "à travail égal, salaire égal", "il faut se battre pour que à formation égale on ait la même rémunération", je me trouvais en contradiction par rapport au discours, parce que je n'avais pas admis qu'à un moment donné il fallait faire le pas. Et puis j'avais plus de projet de retour au pays. Vers 22-23 ans je me suis dit on ne retournera plus. C'est pas la peine et je n'avais pas envie. »*
- 89 Le refus de jeunes Algériens de devenir Français, en dépit des facilités que pourrait leur apporter l'acquisition de cette nationalité, est d'ordre éthique, comme l'explique l'un d'eux : *« Je suis né après l'indépendance, je trouve déplacé de demander la nationalité d'un pays dont mon peuple a voulu se séparer parce que c'était un État colonialiste, il exploitait les terres, il exploitait les populations, mais donc ça n'a rien à voir avec un esprit de revanche contre les Français, simplement contre le symbole. Parce qu'il y a un symbole dans cette nationalité. »*

- 90 Tant que l'on recevait la nationalité française du simple fait du droit du sol, on pouvait s'en accommoder, ou même s'en réjouir discrètement. Aujourd'hui, où il faut « demander » cette nationalité, déclarer que l'on choisit « le camp des Français », on risque d'être assimilé à un harki. En effet, comme l'explique une jeune fille dont le père était du côté des Algériens ayant lutté pour l'indépendance, « *pendant un certain temps, être Français en étant Algérien, c'était être vendu. C'était être quelqu'un qui avait collaboré dans la guerre d'Algérie* ». Pour les enfants de harkis, le problème de la nationalité n'est pas moins tourmentant, on l'imagine, car leurs parents sont perçus par les autres Algériens comme des traîtres.
- 91 Pour les jeunes gens venus d'Afrique subsaharienne, l'histoire humiliante de l'esclavage s'ajoute à la lourdeur du passé colonial, ce qui induit chez quelques-uns, tel ce jeune Sénégalais, un rejet violent, non seulement d'une identité française, mais même européenne : « *Personne ne veut être Français. Qu'est-ce que c'est d'être Français actuellement, concrètement ?... L'Europe a construit les châteaux, ainsi de suite. À chaque fois qu'il y avait une guerre, c'était les Africains qui allaient se battre dans des camps, vous vous rendez compte le nombre d'Africains qui sont morts, parce qu'ils n'étaient pas habitués à ça. Ils sont partis se battre. Avant il y a eu l'esclavage, le colonialisme, ainsi de suite. Après il y a eu le prolétariat, après on leur dit qu'ils ne sont pas Français. Mais c'est aberrant. Je veux dire, je viens chez toi, je te vole, je t'exploite, tu fais mes guerres mais tu n'es pas Français. Pour moi si c'est ça la citoyenneté française, je n'en veux pas. Mais c'est ça la nationalité française. Ça veut dire que vous avez beau appartenir à une génération, à un long arbre généalogique qui a servi la France... et ne pas être reconnu Français, vous n'êtes pas Français parce que vous n'êtes pas né en France.* » Et sa colère est telle que quand on lui demande s'il a la nationalité française, il répond, suffoqué : « *Il manquerait plus que je ne l'aie pas...* »
- 92 La langue française étant pour lui « *la langue dans laquelle je réfléchis* », ce jeune autodidacte cultivé ne renie pourtant pas sa culture occidentale, ce qui lui permet d'être d'autant mieux critique à son égard, mais il refuse de reconnaître aux auteurs qu'il admire une dimension « occidentale », préférant leur attribuer une dimension universelle : « *[Si je dis] Kafka, Orwell, Proust, Faulkner, Joyce ne sont pas bons parce qu'ils sont occidentaux, je fais exactement ce que eux ils ont fait avec les autres civilisations, avec les autres continents, et ça je suis contre. Je suis contre l'Occident dans sa politique, dans sa théorie de domination hégémonique. Je ne serai jamais contre la culture, les activités artistiques, c'est purement culturel. Pour moi c'est l'homme avant tout.* »

Citoyens, mais où ?

- 93 Les difficultés d'adhésion de ces jeunes à une nationalité sont si grandes que parfois, comme Manu, ils préfèrent se raccrocher à la seule certitude qu'ils aient, celle d'être intégré au lieu, à la banlieue, sa « petite patrie », où il a toujours vécu, au point d'inventer un mot pour se définir : « *Disons que déjà on est des "citaniers" du genre de la banlieue...* »
- 94 Toutefois, l'intégration locale n'est pas non plus toujours une évidence. La perception du lieu où l'on vit varie beaucoup selon les sites dans lesquels ont été menées les enquêtes. C'est dans la petite ville de Nyons que les jeunes semblent le plus fortement intégrés à leur région, et ils ont souvent une crainte d'encourir le risque de la quitter. « *À Nyons, il n'y a peut-être pas grand-chose, mais je suis quand même fier de ma ville. Quand je suis à Grenoble, je parle de ma ville. Donc, c'est que j'y tiens. Ah ! j'adorerais rester ici, mais je ne*

sais pas si ce sera possible. Je me dis que dès que je trouve un moyen pour revenir ici, je reviendrai ici. »

- 95 Les jeunes rencontrés à Auxerre ne semblent pas davantage prêts à quitter leur région. Il arrive même que ceux qui l'ont quittée un temps y reviennent. Et ceux qui sont d'origine étrangère ne paraissent pas envisager de partir ailleurs. Une jeune fille d'origine maghrébine, par exemple, hésite à aller à la faculté à Dijon, par peur de l'image de la grande ville telle qu'elle est véhiculée par la télévision, et elle se déclare attachée à Auxerre.
- 96 Dans les plus grandes agglomérations, les positions peuvent être beaucoup plus partagées et complexes. Ajoutons que sur ce point les éléments dont on dispose à partir des entretiens sont disparates, et qu'il ne s'agit donc que de « tendances », qui demanderaient à être vérifiées plus avant.
- 97 À Hérouville, un attachement à la ville est sensible chez plusieurs jeunes, qui se disent contents d'y habiter, et apprécient des réalisations de la municipalité. La bibliothèque est d'ailleurs l'une de ces réalisations, et certains, qui ont déménagé dans une autre partie de l'agglomération caennaise, y reviennent régulièrement. D'autres – ou quelquefois les mêmes –, évoquent en revanche un certain repli des « communautés » sur elles-mêmes, la prégnance du contrôle social, du « téléphone arabe ».
- 98 À Bron, et plus encore peut-être à Mulhouse, il ne semble pas y avoir, sauf pour quelques-uns, d'attachement particulier à leur quartier et à la ville, mais bien plutôt une indifférence résignée, voire, parfois, un désir de partir vers des lieux plus accueillants, même s'ils ont du mal à s'imaginer ailleurs que dans cet environnement où ils ont leurs repères. C'est qu'en effet, pour ceux qui sont issus de l'immigration, la xénophobie est plus sensible dans ces villes que dans les autres sites de l'enquête. Elle se marque, à Mulhouse, dans les taux de vote élevés en faveur du Front national lors des dernières élections. Plus qu'ailleurs, c'est là aussi que l'on dit se sentir relégué, que l'on se plaint de la ségrégation spatiale, comme on l'a évoqué dans un chapitre précédent. Des frontières, tangibles ou invisibles, séparent nettement de la grande ville voisine – Lyon, dans le cas de Bron –, ou du centre – dans celui de Mulhouse.
- 99 Ce jeune homme d'origine maghrébine, par exemple, à l'occasion d'un voyage en Angleterre, a pu comparer la différence de l'accueil, et ne rêve que de quitter Lyon, sans être fixé sur une destination précise : *« C'est surtout le climat sur Lyon que j'aime pas beaucoup ; je crois que les Lyonnais sont très réservés, très froids. Je crois que les Parisiens pensent la même chose des Lyonnais ; c'est vraiment un club fermé, et j'ai pas tellement envie de me battre pour rentrer dans ce club. »* Pour se diriger où ? Il ne sait pas trop : *« L'Angleterre... ou le Sud peut-être ; non, pas forcément le Sud. J'ai fait des demandes vers le Sud mais au bord de la mer, parce que j'aime beaucoup la mer. »* Et il évoque aussi des horizons lointains, l'Australie, l'Amérique du Sud ou le Japon, mais ne rejette pas l'idée de rester en France, alors que l'idée de retourner dans son pays natal ne l'attire pas du tout.
- 100 Cet autre garçon ne rêve aussi que d'un ailleurs, sans savoir si c'est tout à fait ailleurs, ou quelque part ailleurs en France : *« Oui, ce serait un pays asiatique, ça c'est sûr... Parce que j'aime bien. Ou même tropicaux. Même la France ! Moi, j'ai envie de voyager. Et je ne me vois pas rester en France, m'établir en France. Je me vois ailleurs. Je ne sais pas où, mais ailleurs ! »*
- 101 À Mulhouse, certains accepteraient de rester dans la ville, mais en quittant le quartier où ils vivent actuellement : *« Dans Mulhouse, mais dans un quartier, je dirais pas, calme,*

mais où on se ferait pas insulter tout le temps. » D'autres rêvent à une autre ville d'Alsace, au sud de la France, ou à un « Sud » plus mythique. Quelques jeunes refusent pourtant l'image négative plaquée sur leurs quartiers. Curieusement, ce sont d'ailleurs ceux qui vivent dans des lieux particulièrement peu attrayants. Peut-être est-ce le seul moyen de les rendre supportables...

102 À Bobigny, la situation est plus contrastée encore. Certains détestent y vivre, et éprouvent le désir d'un ailleurs, même si l'énoncé de ce souhait est parfois tempéré par un petit regret, celui principalement de devoir ainsi quitter leurs amis. Les motivations de ces jeunes sont diverses : il s'agit souvent de prendre une liberté par rapport à un environnement qui les étouffe. C'est ce qu'exprime ce jeune homme qui souhaiterait voir « éclater les banlieues » : *« Moi je préférerais aller dans un autre environnement, faire autre chose. Parce que déjà à Bobigny... généralement au lycée, on se sent emprisonnés, on se sent cernés par les règles et en plus on connaît tout le monde. Je préférerais aller dans une école où il y a des gens que je ne connais pas. Connaître des gens différents. Peut-être la fac c'est pas la même chose parce qu'on devient plus indépendant. »* D'autres sont, là aussi, dans une indifférence résignée : *« C'est vrai que c'est pas une ville très attrayante. Quand j'ai des amis qui viennent me voir, ils me disent : "Comment tu fais pour vivre ici ?", ils n'aiment pas du tout. »*

103 D'autres disent un attachement, et mettent en avant les équipements de leur ville et ses orientations politiques : *« On a beau dire mais on a une belle bibliothèque, un cinéma, un centre commercial. On a des aides que d'autres villes n'ont pas. Parce que c'est une ville communiste »* ; *« Je suis une fille de la banlieue ; je travaille sur la banlieue et tout mais j'aime bien tout ce qui se passe. Ce qui se fait à Bobigny, et tout le 93, je trouve qu'il y a des choses intéressantes au niveau culturel... au niveau des prestations publiques, c'est une ville de gauche ; c'est mieux qu'une ville de droite, je crois qu'il faut privilégier ça parce que ça a tendance à disparaître, donc par rapport à tous ces trucs-là, j'aime bien. »*

104 Plus encore qu'à la commune, c'est à la « banlieue », et à sa « culture », que plusieurs déclarent leur affection, comme ce jeune homme : *« Bobigny, Drancy, est-ce que j'aime en général la banlieue ? Énormément. Parce que ici c'est très riche... En banlieue on est confronté à une réalité qu'on n'a pas forcément quand on habite dans une capitale comme Paris. En banlieue on est plus proche. Je me rappelle que je savais quand il y a eu un braquage, ou quelqu'un qui s'est fait tirer dessus, ainsi de suite. Il y a une proximité qui se fait, il y a un contact et par cette diversité d'ethnies aussi, c'est quelque chose de difficile à expliquer. »* Et après avoir été tenté par Paris pour ses multiples potentialités culturelles, il déclare se sentir davantage chez lui en banlieue, notamment parce que les changements y sont davantage perceptibles : *« Au début je voulais absolument aller à Paris. Mais je me suis rendu compte que non, ça ne me convenait pas. La banlieue me convient parfaitement. Parce qu'ici je me rends compte d'une réalité, dans le sens que si je fais des choses, je vois si ça avance ou ça n'avance pas. Je sais où j'en suis, ici. »*

105 Toutes les nuances que nous avons dû noter dans ce chapitre sur la citoyenneté montrent combien ce concept mérite d'être constamment éclairci et mis à jour. Ayant déjà beaucoup évolué au cours de l'histoire, il ne cesse de se compliquer depuis les vingt dernières années, du fait notamment des changements importants intervenus dans la population française par l'immigration massive de populations non européennes. Si les bibliothèques municipales ont assimilé bien souvent ce changement dans sa dimension sociale, en ouvrant par exemple des annexes dans les quartiers défavorisés afin de mettre leur fonds à la portée des populations qui y vivent, en faisant

même parfois du soutien scolaire, elles n'ont peut-être pas encore pleinement appréhendé le rôle qu'elles pourraient jouer dans la prise de conscience et la mise en œuvre de la citoyenneté. Ne serait-il pas souhaitable qu'elles s'attachent désormais à tirer leur activité davantage dans le sens de la Cité, de la *polis*, cette communauté responsable orientée sur le « bien public », ce qui suppose à la fois éthique, connaissance et esprit critique ?

NOTES

1. Cité par Jean Baudoin, « Citoyenneté et souveraineté : la contribution d'Habermas », in *De la citoyenneté*, Geneviève Koubi (dir.), Paris, Litec, 1995.
2. C'est à une conclusion proche qu'aboutissent, à partir de contributions diverses, les responsables du numéro d'*Hommes et migrations* consacré à « Jeunesse et citoyenneté » (n° 1196, mars 1996) : « Reste à savoir si l'on assiste vraiment, depuis quelques années, à une crise de la citoyenneté, en particulier parmi les nouvelles générations. En fait rien n'est moins sûr. Il n'est que de considérer leur engagement au service des causes humanitaires pour réaliser à quel point elles continuent de se soucier de la bonne marche de la société et du monde, pour avoir la certitude qu'elles ne dédaignent pas la chose publique » (p. 3).
3. Dans les années quatre-vingt, les femmes ont eu un rôle important dans le mouvement beur. Voir dans le livre d'Adil Jazouli, *Les Années-banlieues* (Paris, Le Seuil, 1992), le chapitre sur l'intégration au féminin.
4. Cf. Sophie Duchesne, « Être quelqu'un, mais quelque part », *Espace-Temps*, 57-58, 1995, pp. 26-35.
5. Encore que, comme Dominique Schnapper l'a souvent rappelé, l'intégration des immigrés d'origine européenne ne se soit pas faite sans conflits, parfois violents.
6. *L'Yonne républicaine*. 11 mars 1996.